

ACTION URGENTE

RUSSIE. UN RESSORTISSANT ESPAGNOL DÉTENU AU SECRET

Mariano García Calatayud, bénévole humanitaire espagnol âgé de 75 ans, a été victime d'une disparition forcée entre les mains des autorités russes d'occupation le 19 mars 2022 dans la ville ukrainienne de Kherson. Il a « disparu » après avoir assisté à une manifestation pacifique contre l'occupation. Les autorités russes l'ont ensuite détenu au secret et n'ont reconnu qu'en avril 2023, pour la première fois, qu'il se trouvait entre leurs mains, sans fournir aucun motif légal. En mai 2023, des médias russes indépendants ont publié des témoignages d'anciens détenus qui ont confirmé ses problèmes de santé et affirmé avoir été témoins des actes de torture que lui ont infligés des gardiens.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Valeriy Georgievich Petrov
Procureur militaire en chef
Pereulok Holzunova 14, Moscou
119160 Russie
Fax : +7 (495) 693 13 60

Courriel : priemnaya@gvp.rsnnet.ru, app@gvp.rsnnet.ru

Monsieur le Procureur militaire en chef,

Je vous écris afin de demander la libération immédiate de **Mariano García Calatayud**, citoyen espagnol victime d'une disparition forcée entre les mains des forces russes d'occupation à Kherson le 19 mars 2022.

Après 13 mois d'incertitude quant au sort qui lui était réservé et au lieu où il se trouvait, le bureau du procureur militaire de la Flotte russe de la Mer noire a reconnu, dans une lettre adressée à un avocat, son incarcération dans un centre de détention provisoire à Simferopol afin de « vérifier des informations concernant [sa possible] implication dans la commission d'actes visant à porter atteinte à la sécurité de la Fédération de Russie ». Aucun motif légitime au sujet de sa détention n'a été indiqué dans cette lettre, et aucun détail supplémentaire n'a été fourni, car il s'agirait d'un secret d'État.

D'après les médias, Mariano García Calatayud a passé toute cette période en détention au secret. Ils ont cité des témoins directs qui ont raconté l'avoir vu subir des actes de torture et des mauvais traitements, notamment des décharges électriques répétées et des morsures par un chien de garde, et ont évoqué la détérioration de son état de santé.

Selon certaines informations, des centaines de civil-e-s des territoires ukrainiens occupés sont également victimes de disparitions forcées aux mains des autorités russes et sont toujours détenus illégalement et au secret.

Je vous prie instamment de libérer immédiatement Mariano García Calatayud et de lui laisser la possibilité de choisir sa destination afin qu'il puisse retrouver sa famille, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction pénale dûment reconnue par le droit international et jugé conformément aux normes internationales d'équité. Je vous demande d'enquêter de manière efficace sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements formulées par lui-même et ses codétenus et de veiller à ce que tous les responsables présumés répondent de leurs actes dans le cadre de procès équitables, de révéler immédiatement le sort réservé à toutes les personnes détenues par les forces russes d'occupation en Ukraine et le lieu où elles se trouvent, de leur permettre de communiquer sans plus attendre avec leur famille et l'avocat de leur choix, de clarifier leur statut juridique et de libérer toutes les personnes détenues sans motif juridique légitime.

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur militaire en chef, l'expression de ma haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Mariano García Calatayud, 75 ans (en avril 2023), est un citoyen espagnol. Il travaillait en Ukraine comme bénévole depuis 2014, livrant de l'aide humanitaire aux enfants touchés par la guerre. Il est resté à Kherson après l'occupation de la ville par les forces russes en février 2022.

Mariano García Calatayud a disparu à Kherson le 19 mars 2022, après avoir participé à une manifestation pacifique contre l'occupation russe. Tout porte à croire que, comme des centaines de civil·e·s détenus par les forces d'occupation russes, il a été transféré en Crimée occupée par la Russie et placé secrètement dans un centre de détention. Aucune information officielle n'avait été dévoilée sur le lieu où il se trouvait et le sort qui lui était réservé. Selon des informations non officielles, provenant par exemple d'anciens prisonniers ou de messages transmis par des codétenus en possession de passeports russes autorisés à recevoir des visites de leurs avocats, il se trouvait au centre de détention provisoire n° 1 (SIZO-1) de Simferopol jusqu'en avril 2023. Selon l'avocat de Mariano García Calatayud, il a par la suite été transféré au nouveau centre de détention provisoire n° 2 (SIZO-2) à Simferopol. Cet établissement aurait été construit pour accueillir les nombreux détenus des territoires occupés par la Russie après l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022.

Certaines personnes récemment libérées en Russie (ces libérations sont rares, certaines devenant possibles à la faveur d'un échange de prisonniers ou pour d'autres raisons) ont déclaré avoir vu Mariano García Calatayud dans les SIZO de Simferopol et avoir vu ses blessures, notamment causées par des décharges électriques et des morsures de chien.

La détention secrète est illégale et la disparition forcée est un crime au regard du droit international. La personne disparue est soustraite à la protection de la loi, ce qui entrave sa capacité à faire valoir ses droits devant la justice et à bénéficier de garanties légales, et elle se retrouve totalement impuissante. Elle est alors exposée à d'autres violations des droits humains, comme la torture ou la mort. Ces préoccupations sont tout à fait cohérentes avec les violations signalées dont ont été victimes Mariano García Calatayud et d'innombrables prisonniers victimes de disparitions forcées dans l'Ukraine occupée par la Russie qui seraient détenus de manière officieuse par les autorités russes. Ils ne sont officiellement accusés d'aucun crime, n'ont aucun statut dans le cadre d'une procédure pénale ou administrative, ni aucun statut juridique, ce qui les place en dehors de toute protection de la loi (qu'il s'agisse de la loi russe que la Russie insiste illégalement pour appliquer en Crimée, ou de la loi ukrainienne qui devrait s'appliquer dans les territoires occupés en vertu du droit international humanitaire). Les prisonniers secrets englobent également ceux qui n'ont pas passé le « filtrage », une procédure de sélection abusive et humiliante, qui constitue une violation choquante des droits humains et du droit international humanitaire. De telles violations doivent cesser et tous les responsables présumés de ces agissements doivent être amenés à rendre des comptes dans le cadre de procédures équitables.

Il n'existe pas de chiffres fiables sur le nombre de civil·e·s détenus par les forces d'occupation russes dans les territoires ukrainiens qu'elles contrôlent ou contrôlaient auparavant. Les estimations se chiffrent en milliers, dont des centaines de personnes détenues dans des centres en Crimée, territoire contrôlé par la Russie depuis son occupation en 2014. Cette situation s'explique notamment par le fait que leur détention n'est pas reconnue et se traduit donc par une détention au secret, ce qui équivaut à une disparition forcée. Amnesty International a recueilli des informations sur le recours généralisé aux disparitions forcées par les forces de l'ordre russes, y compris en Russie et dans des circonstances qui n'ont rien à voir avec la guerre en Ukraine.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais, russe.

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 25 août 2023

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Mariano García Calatayud (il)